



SP 5

« On nous avait promis le pire, mais c'est une rentrée réussie »

Pap Ndiaye

Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

À l'occasion de la rentrée, le nouveau ministre de l'Éducation Pap Ndiaye est en visite à Toulouse. Il a accordé une interview à *La Dépêche*. L'occasion d'évoquer de nombreux dossiers, de la réforme des lycées aux projets de son ministère.

À l'occasion de votre première rentrée comme ministre, vous avez choisi de vous déplacer à Toulouse où vous avez inauguré le nouveau groupe scolaire Jules-Géraud Saliège. Au-delà de l'hommage que vous avez voulu témoigner à l'archevêque de Toulouse qui s'était opposé aux déportations des juifs en 1942, s'agit-il, pour vous, de rappeler le rôle prééminent de l'École dans la prévention de l'antisémitisme et plus globalement du racisme ?

J'ai choisi de venir à Toulouse pour ma première rentrée. Il y avait donc une dimension symbolique forte, en raison d'une part de l'inauguration d'un groupe scolaire, ce qui est toujours un moment important, et d'autre part en raison du nom de Jules-Géraud Saliège donné à l'établissement. Il s'agissait effectivement de rendre hommage au compagnon de la Libération, au Juste qu'il fut, mais aussi à travers sa personne et sa fameuse lettre, de rappeler que ce qu'il pouvait dénoncer à l'époque n'a pas complètement disparu et que l'hydre du racisme et de l'antisémitisme doit être combattue sans relâche. Et je l'ai fait dans cette ville de Toulouse qui a eu à subir il y a dix ans les atrocités assassins que l'on sait par un terroriste islamiste, une autre forme d'antisémitisme. C'est donc un appel à la vigilance et c'est aussi une manière pour mon ministère d'insister sur toutes les formes de lutte contre les racismes, l'antisémitisme, la haine anti-LGBT, tout ce qui nécessite une politique d'éducation forte. Comme le président de la République l'a fait lui-même hier, nous intensifions également notre lutte contre toutes les formes de harcèlement et de cyberharcèlement à partir de la rentrée avec la généralisation du programme « Phare ».

Au soir de cette première journée de la nouvelle année scolaire, promesse a-t-elle été tenue : l'Éducation nationale a-t-elle réussi à mobiliser un enseignant devant chaque classe ?

Il est encore un peu tôt ce jeudi soir pour tirer un bilan définitif, mais ce que je peux dire c'est que la rentrée s'est déroulée dans des conditions acceptables, et en disant cela, je ne méconnais ni ne cache les difficultés structurelles que nous connaissons. Mais grâce à la mobilisation des services académiques, du ministère, des personnels de direction et des enseignants, je peux dire à ce stade que nous avons réussi cette rentrée scolaire. On nous avait promis le pire, c'est une rentrée réussie.

La France fait face à une pénurie d'enseignants, mais ce phénomène se vérifie également aux États-Unis, en Suisse, en Belgique ou encore au Québec. Pourquoi nos sociétés contemporaines se sont-elles détournées du « plus beau métier du monde », et comment redonner le goût d'enseigner ?

Le nombre de candidats aux concours d'enseignement a baissé de façon importante. On était il y a une vingtaine d'années autour de 60 000 candidats, puis à 30 000 l'année dernière et on est en dessous de 20 000 cette année. C'est tout à fait insuffisant pour assurer un recrutement à hauteur de nos besoins, il n'y a aucun doute là-dessus. Nous avons donc une crise structurelle de recrutement qui se pose en France mais également dans d'autres pays. Il y a d'abord un facteur sur lequel on a beaucoup insisté, et à juste titre, c'est celui des rémunérations qui ne sont plus à hauteur des efforts demandés, qui ne sont plus compétitives dans un marché du travail qui en ce moment est particulièrement tendu avec, c'est une bonne chose, un taux de chômage qui



baisse significativement. Mais résumer le problème d'attractivité du métier à une question de rémunération serait trop simple. Il y a d'autres facteurs qui sont en jeu, y compris dans des pays où les rémunérations sont nettement plus satisfaisantes qu'en France, comme en Allemagne par exemple où se pose aussi une crise du recrutement alors que les salaires sont deux fois supérieurs. Certains de ces facteurs sont liés à la carrière, au métier d'enseignants. Aujourd'hui, les jeunes gens ne se voient plus nécessairement entrer dans le métier et en sortir à l'âge de la retraite, il y a des mobilités à la fois géographiques et de profession auxquelles nous devons nous adapter dans la fonction publique car le métier n'a pas été pensé comme cela. Il y a aussi des questions que je qualifierais de politiques et morales, liées au statut du professeur qui n'a plus la même centralité qu'il pouvait avoir jadis, non pas que jadis ces professeurs étaient mieux payés, mais ils avaient une autorité morale, ils étaient respectés, ils avaient aussi une centralité politique. Combien d'hommes politiques avaient été professeurs avant d'avoir des fonctions électives. On parlait de la III^e République et de très nombreux hommes politiques venaient de cette région. Tout cela n'est plus vrai aujourd'hui, il y a le sentiment de ne plus être bien considéré, de ne plus être estimé et reconnu, le sentiment qu'on leur parle mal parfois, que leur autorité du savoir se trouve contestée par des sources alternatives, internet bien entendu. Il y a donc une crise que je qualifierais de reconnaissance et de sens du métier d'enseignant et l'une de mes tâches c'est justement de contribuer à réhabiliter le métier au-delà des aspects strictement financiers, même si ça compte bien entendu. Il est clair que la revalorisation du métier ne se résume pas à une simple question d'argent. Nous allons donc engager des discussions avec les organisations syndicales à partir du mois d'octobre, sur les aspects financiers, mais aussi sur les questions de carrière auxquelles je faisais allusion un peu plus tôt.

“
Ce qui m'importe c'est d'être moi-même.”
”

Emmanuel Macron promet un salaire de 2 000 € en début de carrière pour susciter des vocations. Que répondez-vous aux personnels expérimentés et qui, après 10 ou 15 ans de carrière, attendent aussi une revalorisation de leur rémunération ?

Nous avons annoncé que la revalorisation ne concernerait pas seulement les débuts de carrière, mais également les milieux de carrière qui sont des phases stagnantes, décourageantes, pour beaucoup d'enseignants et d'enseignantes. Il n'est donc pas question de revaloriser seulement les premiers temps de l'entrée dans le métier, mais aussi les années qui suivent parce que c'est effectivement nécessaire pour l'attractivité du métier. Nous devons aussi pouvoir rémunérer de nouvelles missions qui permettront des augmentations salariales dans le cadre d'un nouveau « pacte » avec les professeurs.

La communauté enseignante, mais pas seulement, note un changement de style entre vous-même et votre prédécesseur. Comprenez-vous les critiques, parfois virulentes, qui ont visé Jean-Michel Blanquer ?

Ce qui m'importe c'est d'être moi-même. Mon prédécesseur engagé des réformes fondamentales dans le premier degré et au lycée. J'ai une personnalité qui est la mienne qui est sans doute différente de celle de mon prédécesseur, quoi de plus normal.

Après avoir pratiquement disparu, les mathématiques font leur retour, un peu discret dans le tronc commun de première avant de redevenir une matière obligatoire. S'agit-il là de corriger une erreur de la dernière réforme du lycée ?

On réintroduit les mathématiques sous une forme optionnelle dans le tronc commun à partir de la première. Nous savons bien que cette décision ne va pas, à elle seule, corriger un niveau en mathématiques préoccupant des élèves particulièrement au collège. Le niveau de mathématiques n'est pas suffisant. Ce n'est pas cette heure et demie de mathématiques qui va tout changer. Nous allons nous attaquer à un chantier plus structurel qui est celui de l'enseignement des mathématiques en France. La réforme des lycées a été pensée pour être tra-

vallée et améliorée à tel point qu'il existe un comité de suivi. N'oublions pas que cette réforme est entrée en collision avec la crise sanitaire. On n'a pas encore mesuré clairement les effets de cette réforme tant elle a été biaisée par cette crise sanitaire avec les cohortes de jeunes qui ont été soumis à des confinements, à des examens tronqués. Même le dernier bac qui s'est bien passé n'était pas un bac tout à fait normal du fait du report des dates des épreuves de spécialités.

Concernant la réforme du bac, êtes-vous favorable au maintien du contrôle continu ? Y aura-t-il par ailleurs un changement de dates pour les épreuves de spécialité prévues en mars ?

Le bac, c'est 40 % de contrôle continu et 60 % d'épreuves finales. C'est donc une place importante accordée au contrôle continu. Quand on regarde les examens comparables dans le monde, c'est un contrôle continu. On ne fait que rejoindre ce qui se fait ailleurs. On maintient évidemment la réforme du bac. S'agissant du problème du calendrier, il est complexe car nous souhaitons que les notes des enseignants de spécialités soient prises en compte sur Parcoursup. Le mois de mars, ça peut paraître trop tôt, mais nous sommes coincés par les vacances de printemps qui s'étalent sur un mois entier.

Le président de la République réclame une « révolution copernicenne » à l'Éducation nationale ? Quelles sont ses attentes et les portez-vous ?

Bien sûr. C'est d'abord une réforme de méthodes. Historiquement, dans l'Éducation nationale, les réformes viennent du haut et descendent par le biais d'une administration très organisée mais assez rigide dans son fonctionnement, ce qui est une bonne chose quand il faut mettre à l'école 12 millions d'enfants comme on l'a fait aujourd'hui. Ce que le président de la République et la Première ministre souhaitent, c'est de donner des possibilités d'agir au terrain, aux écoles, aux établissements plutôt que de dire attendez la réforme positive qui va venir jusqu'à vous. C'est de dire, construisez un projet pédagogique autour de vos besoins et de ce que vous voulez faire pour vos élèves, imaginez-le et nous, on vous financera et on vous accompagnera, tout en conservant un cadre national. Il n'est pas question de remettre en cause les programmes nationaux mais de donner un peu d'air à un système historiquement rigide. C'est une nouvelle méthode qui est d'ailleurs expérimentée à Marseille. Le président a annoncé la création d'un fonds d'innovation pédagogique doté de 500 millions d'euros qui servira à soutenir et financer les projets qui seront proposés par les différents communautés éducatives. Avec l'idée d'améliorer la réussite de tous les enfants.

L'école française ne souffre-t-elle pas des réformes à répétition que croit devoir engager chaque nouveau ministre de l'Éducation ? Une réforme portera-t-elle d'ailleurs votre nom ?

J'en ai pas cette ambition. Ma seule ambition du point de vue des niveaux, c'est de regarder de près les collègues dont on sait qu'il y a un certain nombre de difficultés au niveau des résultats des élèves. L'école primaire a été transformée avec une priorité donnée aux savoirs fondamentaux, au dédoublement des CP-CE1 en éducation prioritaire. Le lycée a aussi été transformé. Nous engageons un travail sur le collège dont il reste à élaborer les différentes dimensions et notamment la mise en œuvre de la demi-journée Avenir. Mon objectif, ce n'est pas la réforme pour la réforme. Je tiens compte aussi de l'état de lassitude des communautés scolaires après la crise sanitaire. Il faut d'abord redonner confiance. Pour cela, nous avons la question des hausses de rémunération, des évolutions de carrière et puis les projets pédagogiques conçus par les équipes sur le terrain. Appelez ça comme vous voulez mais mon ambition est dirigée vers trois objectifs de fonds : améliorer le niveau général, la réussite de tous les élèves et donc une politique d'égalité des chances, et enfin le bien-être des élèves.

Propos recueillis par
Lionel Laparade et Eric Berger